

Grève massive le 26 juin à l'AFPA : le gouvernement doit répondre !

Montreuil, le 30 juin 2025

Le 26 juin, à l'appel de l'intersyndicale, les deux tiers des salariés de l'AFPA se sont massivement mobilisés en se mettant en grève. Des centaines ont manifesté sous les fenêtres du ministère, exprimant avec force leur refus catégorique de voir l'AFPA démantelée. Cette mobilisation d'ampleur témoigne d'un attachement profond à la mission de service public de l'AFPA et d'un rejet clair des politiques qui menacent son avenir. Les salariés ont fait entendre leur voix pour défendre l'emploi, la formation professionnelle de qualité, et l'accès aux droits pour tous.

Une délégation des syndicats a été reçue au ministère du Travail. La main sur le cœur, les représentants du ministère ont indiqué que la fusion ou la fermeture de l'AFPA n'était pas à l'ordre du jour. Ils ont néanmoins poursuivi sur la nécessité de faire ici aussi des économies pour « rétablir les finances publiques » et donc piloter l'AFPA par la rentabilité. Ce qui se traduit pour l'AFPA par près de 1500 départs en retraite non remplacés, des fermetures de centres, des fermetures de formations, des fermetures d'hébergements et de restaurants pourtant souvent indispensables pour les stagiaires les plus éloignés de l'emploi.

Un Contrat d'Objectifs et de Performance (COP) 2026-2029 sera bel et bien signé, avec une présentation prévue devant le Conseil d'Administration en octobre prochain. Mais pour Force Ouvrière, ce projet, tel qu'il a été présenté, est loin de répondre aux enjeux cruciaux de pérennisation de l'agence. Bien au contraire : il porte en lui les germes d'un démantèlement de l'AFPA, qui pourrait aboutir à sa disparition pure et simple à l'horizon 2029. Par ailleurs, octobre 2025 : c'est à ce moment précis que le gouvernement présentera son « budget de guerre » pour 2026, dont on sait déjà qu'il prévoit 40 milliards d'économies supplémentaires !

Derrière les discours rassurants se cache une réalité alarmante : réduction des moyens, recentrage sur des missions restreintes, externalisations croissantes, et remise en cause du maillage territorial. Fermer des centres, c'est condamner des territoires entiers à l'abandon. C'est priver des milliers de citoyens – jeunes, demandeurs d'emploi, salariés en reconversion – d'un accès essentiel à la formation qualifiante. C'est nier le droit à l'émancipation par le savoir et les qualifications. Force Ouvrière refuse de cautionner un projet qui prépare le terrain à la liquidation de l'AFPA. Nous revendiquons : aucune fermeture de formation, aucune suppression d'emploi, aucune fermeture de centre, maintien de toutes les missions ! Cela suppose un véritable plan de relance, à la hauteur des besoins des publics que nous accompagnons, respectueux des missions et de l'engagement des salariés de l'AFPA. Cela suppose le retour à une AFPA nationale, de service public sous financement direct de l'État. L'AFPA est une conquête ouvrière de l'après-guerre, nous ne la laisserons pas sacrifiée sur l'autel de la rentabilité et des « efforts de guerre. »

Alors, puisque le gouvernement continue de tourner le dos aux revendications des salariés, après cette journée de grève massive, FO met à la discussion la nécessité de retourner encore plus nombreux à Paris, là où ça se décide. L'intersyndicale se réunira le 2 juillet pour discuter des suites.

La FNEC FP-FO, avec sa Confédération, se tiendra aux côtés de la SFNFOFPA pour organiser la mobilisation.